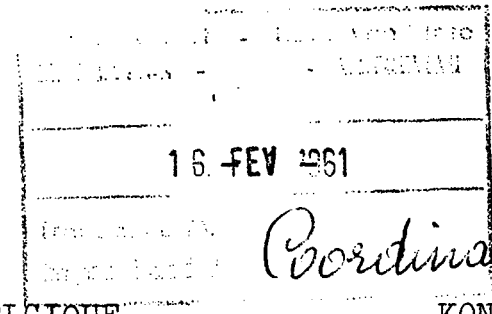
ML.



L. 7438/1.

Coordination (2)

ROYAUME DE BELGIQUE.

KONINKRIJK BELGIE.

AVIS DU CONSEIL D'ETAT.

ADVIES VAN DE RAAD VAN STATE.

Le CONSEIL D'ETAT, section de législation, première chambre, saisi par le Ministre de la Justice, le 7 février 1961, d'une demande d'avis sur un projet de loi "modifiant la loi du 4 septembre 1908 sur la saisie conservatoire des navires de mer et la loi du 25 mars 1876 sur la compétence", a donné le 9 février 1961 l'avis suivant :

De RAAD VAN STATE, afdeling wetgeving, eerste kamer, de 7e februari 1961 door de Minister van Justitie verzocht hem van advies te dienen over een ontwerp van wet "tot wijziging van de wet van 4 september 1908 op het conservatoir beslag op zeeschepen en van de wet van 25 maart 1876 op de bevoegdheid", heeft de 9e februari 1961 het volgend advies gegeven :

Eu égard au délai très bref qui lui a été imparti, le Conseil d'Etat n'a pu examiner toutes les incidences du projet sur la législation interne; il doit se borner aux observations suivantes :

Le projet a pour but de modifier la loi du 4 septembre 1908 sur la saisie conservatoire des navires de mer et la loi du 25 mars 1876 sur la compétence.

Ces modifications tendent à mettre notre législation nationale en concordance avec des traités internationaux que la Belgique a signés et qui, comme le déclare l'exposé des motifs, sont actuellement soumis à l'assentiment des Chambres législatives.

Dans son avis du 19 mai 1954 (L. 4316), relatif au projet de loi portant approbation desdits actes internationaux, le Conseil d'Etat avait suggéré de procéder à cette mise en concordance en insérant les stipulations conventionnelles dans notre législation interne.

La loi du 4 septembre 1908 prévoit, en son chapitre Ier, la saisie conservatoire des navires et des bateaux. Avant cette loi, la saisie conservatoire de navires ou bateaux n'était possible qu'en vertu de l'article 417 du Code de procédure civile, qui exige que la dette soit de nature commerciale. La loi de 1908 permet la saisie conservatoire des navires et bateaux sans égard à la nature de la dette, celle-ci pouvant être tout aussi bien civile que commerciale.

.../...

L'article 1er de la loi du 4 septembre 1908 est actuellement rédigé comme suit :

"Dans les cas qui requièrent célérité, le président du tribunal de première instance peut permettre de saisir conservatoirement les navires et les bateaux qui se trouvent dans le ressort du tribunal.

L'autorisation est accordée par le président du tribunal de commerce si la contestation a pour objet un acte commercial à l'égard du défendeur.

Le président peut, suivant l'exigence des cas, assujettir le demandeur à donner cautions ou à justifier de solvabilité suffisante. Son ordonnance est exécutoire par provision.

En cas de contestation, les parties se pourvoient en référé".

Article 1er.

L'article 1er du projet tend à insérer entre les alinéas 2 et 3 de l'article 1er de la loi du 4 septembre 1908 un alinéa ainsi conçu :

"Néanmoins, lorsque la saisie porte sur un navire de mer, elle ne peut être pratiquée qu'en vertu d'une créance maritime".

.../...

Pour mieux traduire l'intention du Gouvernement, qui est vraisemblablement de permettre au président d'apprécier si la créance entre dans la catégorie des créances maritimes, il conviendrait de rédiger la disposition comme suit :

"Lorsque la demande de saisie porte sur un navire de mer, elle ne peut être autorisée que pour garantir une créance maritime".

Article 2.

Cet article, qui insère un article 1er bis dans la loi du 4 septembre 1908, est la reproduction littérale d'une partie de l'article 1er de la Convention internationale pour l'unification de certaines règles sur la saisie conservatoire des navires de mer, signée à Bruxelles le 10 mai 1952 (Doc. Chambre 1954-1955, n° 259, n° 1).

Il y a lieu de remarquer que le texte authentique français de la Convention porte au littera l : "ou frais de cale" et au littera m : "salaires des capitaine_, officiers ...".

.../...

Article 3.

Cet article insère dans la loi du 4 septembre 1908 un article 1er^ter.

Le § 1er du nouvel article 1er ter reprend le contenu de l'article 3, 1, de la Convention internationale citée ci-dessus, hormis les mots "alors même que le navire saisi est prêt à faire voile".

Avant la loi du 4 septembre 1908, l'article 215 du Code de commerce du 15 décembre 1872 disposait qu'un bâtiment prêt à faire voile n'est pas saisissable. La jurisprudence appliquait cette disposition aux saisies conservatoires (Pand.belges, V° Saisie des navires et des bateaux, n° 186). La loi de 1908 a abrogé l'article 215 du Code de commerce.

Nonobstant cette abrogation il serait préférable, pour éviter toute incertitude, de reproduire le membre de phrase qui a été omis.

.../...

Le § 3 du même article 1er^ter reproduit imparfaitement la disposition qui figure à l'article 3, 3, de la Convention internationale, au point de rendre l'alinéa 2 de ce paragraphe difficilement compréhensible par suite de l'omission des mots : "une caution ou une garantie a été donnée".

Il y a lieu de revoir la rédaction de cet alinéa 2.

Article 4.

Cet article a pour but d'insérer dans la loi du 25 mars 1876, dite loi sur la compétence, un article 52bis.

Simultanément, le projet abroge, en son article 5, l'article 52, 11°, de la même loi du 25 mars 1876.

Cet article 52, 11°, est rédigé comme suit :

"Les étrangers pourront être assignés devant les tribunaux du Royaume, soit par un Belge, soit par un étranger, dans les cas suivants :

11° en cas d'abordage ou d'assistance en haute mer ou dans les eaux étrangères, quand le bâtiment contre lequel les poursuites sont exercées, se trouve dans les eaux belges au moment où la signification a lieu".

.../...

Dans l'exposé des motifs, il est dit que l'article 52, 11°, devient inutile à la suite de l'insertion de l'article 52bis nouveau.

Cet article 52, 11°, fut inséré dans la loi sur la compétence par la loi du 4 septembre 1908, pour combler une lacune du droit belge. M.RENKIN, Ministre de la Justice, à l'époque où fut votée la loi du 4 septembre 1908, déclara : " ... en Belgique la compétence en matière d'abordage est très mal réglée. Que faut-il en conclure ? Mais uniquement qu'il y a lieu de corriger ce défaut par voie de disposition générale, comblant d'une manière radicale les lacunes de notre droit ... Pour solutionner cette difficulté, il suffit de reprendre le texte d'une proposition de loi présentée le 11 décembre 1900 par l'honorable M. DELBEKE. D'après cette disposition, les tribunaux belges seront compétents pour connaître des actions dirigées contre les étrangers, en cas d'abordage ou d'assistance en haute mer ou dans les eaux étrangères, quand le bâtiment contre lequel les poursuites sont exercées se trouve dans les eaux belges au moment où la signification a lieu" (BELTJENS, Encyclopédie du droit commercial, IV, p. 1273).

Le nouvel article 52bis diffère de l'article 52, 11°, en ce que l'article 52, 11°, vise à la fois les actions nées d'un abordage et celles nées d'assistance en haute mer ou dans les eaux étrangères; l'article 52bis ne concerne que les actions du chef d'abordage.

.../...

En conséquence, il y aurait lieu non d'abroger l'article 52, 11°, mais de supprimer dans cet article les mots "d'abordage ou ".

+

+ +

L'article 52bis du projet dispose que "l'action du chef d'un abordage ... peut être intentée uniquement" devant le tribunal de l'un des lieux qu'il détermine.

Le mot "uniquement" doit être interprété à la lumière de l'article 2 de la Convention du 10 mai 1952 pour l'unification de certaines règles relatives à la compétence civile en matière d'abordage, et ne porte donc aucune atteinte au droit des parties de porter une action à raison de l'abordage devant telle juridiction qu'elles auront choisie d'un commun accord, ou bien de la soumettre à l'arbitrage.

En adoptant comme texte de la législation nationale, l'article 1er de la Convention pour l'unification de certaines règles relatives à la compétence civile en matière d'abordage, signée à Bruxelles le 10 mai 1952 , le législateur étendra nécessairement aux ressortissants des Etats non signataires de cette Convention, le régime prévu par celle-ci , et ce, sans tenir compte de la condition de réciprocité prévue par l'article 8 de la Convention.

.../...

Si telle n'est pas l'intention du Gouvernement, il serait préférable de maintenir le texte actuel de l'article 52, 11°, de la loi du 25 mars 1876, y compris les mots "abordage ou", de manière que cet article continue à être applicable aux ressortissants des Etats non contractants.

Dans cette hypothèse, la Convention aurait pour effet de déroger au droit commun belge à l'égard des ressortissants des Etats contractants et, en cas de réciprocité, aux ressortissants des Etats non contractants .

Dans cette éventualité, les articles 4 et 5 du projet devraient être omis.

\+

\+ \+

Le projet appelle en outre les observations de forme suivantes .

Dans l'intitulé, il convient de donner aux lois visées leur intitulé exact.

L'intitulé légal de la loi du 4 septembre 1908 est :

"Loi relative à la saisie et à la surenchère sur aliénation volontaire des navires et des bateaux ainsi qu'à la compétence en matière maritime et fluviale".

.../...

L'intitulé légal de la loi du 25 mars 1876 est: "Loi contenant le titre Ier du livre préliminaire du Code de procédure civile".

Il n'est pas d'usage que dans les arrêtés par lesquels le Roi saisit les Chambres d'un projet de loi figure un préambule rappelant des textes antérieurs en justifiant le projet sous forme de considérant. En tout état de cause, on ne peut, à aucun prix, viser une convention internationale qui n'a pas encore reçu l'assentiment des Chambres.

\+

\+ \+

Les articles 1er, 2 et 3 modifient la loi du 4 septembre 1908. Cette loi contient un double numérotage d'articles : tout le dispositif réel, formé de 37 articles dont le premier est numéroté "article 1er", est repris dans un article 1er de la loi. Pour la rédaction du liminaire des articles du projet, il y a lieu de tenir compte de ce système spécial de numérotage. Le Conseil d'Etat propose :

"Article 1er.-

Dans l'article 1er du chapitre 1er de la loi du 4 septembre 1908 relative ... , la disposition suivante est insérée entre les alinéas 2 et 3 ...

.../...

Article 2.-

Un article 1erbis, rédigé comme suit, est inséré dans le même chapitre de la même loi:

"Article 1erbis. .... ".

Article 3.-

... (même formule) ... ".

A l'article 3, l'indication des paragraphes doit se faire au moyen du signe "§" et non au moyen de l'abréviation "Par.".

Le liminaire de l'article 4 doit se lire :

"Article 4.-

Un article 52bis,rédigé comme suit,est inséré dans la loi du 25 mars 1876 contenant ... :

"Article 52bis. ... ".

L'article 5 devrait être rédigé comme suit :

"Article 5.-

L'article 52, 11°, de la loi du 25 mars 1876 contenant .... , modifié par l'article 2, 2°, de la loi du 4 septembre 1908, est abrogé".

Wegens de zeer korte termijn waarover hij heeft beschikt, heeft de Raad van State de terugslag van het ontwerp op de interne wetgeving niet in alle opzichten kunnen onderzoeken. Hij moet zich tot de volgende opmerkingen bepalen :

Het ontwerp strekt tot wijziging van de wet van 4 september 1908 op het conservatoir beslag op zeeschepen en van de wet van 25 maart 1876 op de bevoegdheid.

Deze wijzigingen hebben tot doel, onze landswetgeving in overeenstemming te brengen met de internationale verdragen welke België heeft ondertekend en waarvoor thans, zoals de memorie van toelichting zegt, om de instemming van de Wetgevende Kamers is verzocht.

In zijn advies van 19 mei 1954 (L. 4316) over het ontwerp van wet houdende goedkeuring van die internationale akten had de Raad van State voorgesteld, deze overeenstemming tot stand te brengen door de verdragsbepalingen in onze interne wetgeving op te nemen.

Hoofdstuk I van de wet van 4 september 1908 regelt het conservatoir beslag op zee- en binnenschepen. Vóór die wet was conservatoir beslag op zodanige schepen alleen mogelijk krachtens artikel 417 van het Wetboek van burgerlijke rechtsvordering, hetwelk voorschrijft dat het om een handelsschuld moet gaan. Krachtens de wet van 1908 kan op zee- en binnenschepen conservatoir beslag worden gelegd, ongeacht de aard van de schuld : burgerlijke schuld of handelsschuld.

.../...

Artikel 1 van de wet van 4 september 1908 luidt thans als volgt :

"In spoedeisende gevallen kan de voorzitter der rechtbank van eerste aanleg machtiging verlenen tot conservatoir beslag op de zee- en de binnenschepen die zich binnen het gebied der rechtbank bevinden.

De machtiging wordt door de voorzitter der handelsrechtbank verleend, indien het geschil loopt over een daad die, ten opzichte van de verweerder, een daad van koophandel is.

De voorzitter kan, naar vereis van zaken, de aanlegger verplichten borgtocht te stellen of van genoegzame gegoedheid te doen blijken. Zijn bevelschrift is bij voorraad uitvoerbaar.

In geval van geschil, voorzien partijen zich in kort geding".

Artikel 1.

Artikel 1 van het ontwerp strekt ertoe, tussen het tweede en het derde lid van artikel 1 van de wet van 4 september 1908 een lid in te voegen, luidend als volgt :

"Beslag op zeeschepen kan echter niet worden gelegd dan krachtens een zeevordering".

.../...

De bedoeling van de Regering is waarschijnlijk, de voorzitter in staat te stellen te oordelen of de schuldvordering in de categorie zeevorderingen valt. Om dit beter tot uiting te brengen, stelle men de bepaling als volgt :

"Slaat de eis tot beslag op een zeeschip, dan kan daartoe alleen machtiging worden verleend om een zeevordering te waarborgen".

Artikel 2.

Dit artikel voegt in de wet van 4 september 1908 een artikel 1bis in, dat de woordelijke herhaling is van een gedeelte van artikel 1 van het internationaal verdrag tot het brengen van eenheid in sommige bepalingen inzake conservatoir beslag op zeeschepen, ondertekend op 10 mei 1952 te Brussel (Gedr. St. Kamer 1954-1955, nr 259, nr 1).

Op te merken valt, dat de authentieke Franse tekst van het verdrag onder l luidt : "ou frais de cale" en onder m : "salaires des capitaine_, officiers ...".

Artikel 3.

Dit artikel voegt in de wet van 4 september 1908 een artikel 1ter in.

§ 1 van het nieuwe artikel 1ter heeft dezelfde inhoud als artikel 3, 1 , van het voormelde verdrag, behalve de woorden "zelfs als het beslagen schip gereed is om zee te kiezen".

.../...

Vóór de wet van 4 september 1908 bepaalde artikel 215 van het Wetboek van koophandel van 15 december 1872, dat geen beslag kon worden gelegd op een schip dat klaar is om zee te kiezen. De rechtspraak paste deze bepaling toe op het conservatoir beslag (Pand. belges, V° Saisie des navires et des bateaux, nr 186). De wet van 1908 heeft artikel 215 van het Wetboek van koophandel opgeheven.

Opdat er geen onzekerheid kan zijn,ware het ondanks die opheffing verkieslijk, het weggevallen zinsdeel over te nemen.

In § 3 van hetzelfde artikel 1ter is de bepaling van artikel 3, 3 , van het internationaal verdrag op onvolkomen wijze overgenomen; het tweede lid van deze paragraaf is moeilijk verstaanbaar gemaakt door de weglating van de woorden "een borgtocht of een zekerheid is gesteld".

De tekst van dit tweede lid dient te worden herzien.

+

\+ +

Artikel 4.

Dit artikel strekt ertoe, in de wet van 25 maart 1876, wet op de bevoegdheid genaamd, een artikel 52bis in te voegen.

.../...

Tegelijkertijd heft artikel 5 van het ontwerp artikel 52, 11°, van dezelfde wet van 25 maart 1876 op.

Dit artikel 52,11°, bepaalt :

"Vreemdelingen kunnen hetzij door een Belg, hetzij door een vreemdeling voor de rechtbanken van het Rijk gedagvaard worden in de volgende gevallen :

11° in geval van aanvaring of van hulpverlening in hoge zee of in de vreemde wateren, wanneer het vaartuig waartegen de vervolging is ingesteld, zich in de Belgische wateren bevindt op het ogenblik dat de betekening geschiedt".

De memorie van toelichting zegt, dat artikel 51, 11°,overbodig wordt gemaakt door het nieuw ingevoegde artikel 52bis.

Dit artikel 52, 11°, is bij de wet van 4 september 1908 in de wet op de bevoegdheid ingevoegd om een leemte in het Belgisch recht aan te vullen. De heer RENKIN, Minister van Justitie toen de wet van 4 september 1908 werd goedgekeurd, verklaarde : "... en Belgique la compétence en matière d'abordage est très mal réglée. Que faut-il en conclure ? Mais uniquement qu'il y a lieu de corriger ce défaut par voie de disposition générale, comblant d'une manière radicale les lacunes de notre droit...

.../...

Pour solutionner cette difficulté, il suffit de reprendre le texte d'une proposition de loi présentée le 11 décembre 1900 par l'honorable M. DELBEKE. D'après cette disposition, les tribunaux belges seront compétents pour connaître des actions dirigées contre les étrangers, en cas d'abordage ou d'assistance en haute mer ou dans les eaux étrangères, quand le bâtiment contre lequel les poursuites sont exercées se trouve dans les eaux belges au moment où la signification a lieu" (BELTJENS, Encyclopédie du droit commercial, IV, blz. 1273).

Het nieuwe artikel 52bis verschilt van artikel 52, 11°, in zover artikel 52, 11°, niet alleen doelt op rechtsvorderingen wegens aanvaring, maar ook op rechtsvorderingen ontstaan uit hulpverlening in hoge zee of in vreemde wateren; artikel 52bis heeft alleen betrekking op vorderingen wegens aanvaring.

Het is dus geen zaak artikel 52, 11°, op te heffen; in dit artikel hoeven alleen de woorden "aanvaring of" te worden geschrapt.

\+

\+ +

Artikel 52bis van het ontwerp bepaalt dat "een rechtsvordering wegens aanvaring ... alleen mag worden ingesteld" voor de rechtbank van een der plaatsen welke het vaststelt.

.../...

Het woord "alleen" dient te worden uitgelegd aan de hand van artikel 2 van het internationaal verdrag van 10 mei 1952 tot het brengen van eenheid in sommige bepalingen betreffende de bevoegdheid in burgerlijke zaken op het stuk van aanvaring, en doet dus geen afbreuk aan het recht van partijen, een vordering wegens aanvaring voor het door hen in gemeen overleg gekozen rechtscollege te brengen, dan wel ze aan een scheidsgerecht te onderwerpen.

Door artikel 1 van het internationaal verdrag tot het brengen van eenheid in sommige bepalingen betreffende de bevoegdheid in burgerlijke zaken op het stuk van aanvaring, ondertekend te Brussel op 10 mei 1952, in de landswetgeving op te nemen, zal de wetgever noodzakelijk de door dit verdrag bepaalde regeling tot onderdanen van niet-ondertekenende Staten uitbreiden, zonder te letten op de in artikel 8 van het verdrag bedoelde wederkerigheid.

Is dit niet de bedoeling van de Regering, dan ware het verkieslijk de huidige tekst van artikel 52, 11°, van de wet van 25 maart 1876 te behouden, met inbegrip van de woorden "aanvaring of", zodat dit artikel toepassing blijft vinden op onderdanen van niet-ondertekenende staten.

Het verdrag zou dan tot gevolg hebben, dat van het Belgisch gemeen recht wordt afgeweken ten opzichte van onderdanen van de ondertekenende Staten en, in geval van wederkerigheid, ten opzichte van onderdanen van niet ondertekenende Staten.

.../...

In dat geval zouden de artikelen 4 en 5 van het ontwerp moeten wegvallen.

\+

\+ \+

Voorts zijn bij het ontwerp de volgende opmerkingen over de vorm te maken.

In het opschrift vermelde men de aangehaalde wetten met hun juiste opschrift.

Het wettelijke opschrift van de wet van 4 september 1908 is :

"Wet op de inbeslagneming en het opbod bij vrijwillige vervreemding van de zee- en binnenschepen, alsmede op de bevoegdheid in zake van zee- en binnenvaart".

Het wettelijke opschrift van de wet van 25 maart 1876 is :

"Loi contenant le titre Ier du livre préliminaire du Code de procédure civile".

Het is niet gebruikelijk, dat besluiten waarbij de Koning een ontwerp van wet bij de Kamers indient, voorzien zijn van een aanhef waarin naar vroegere teksten wordt verwezen en een considerans het ontwerp verantwoordt. Hoe dan ook, in geen geval mag worden verwezen naar een internationaal verdrag dat de instemming van de Kamers nog niet heeft verkregen.

\+

\+ \+

.../...

De artikelen 1, 2 en 3 wijzigen de wet van 4 september 1908. In deze wet is er een tweeledige nummering voor de artikelen. Het werkelijke beschikkend gedeelte, bestaande uit 37 artikelen waarvan het eerste "artikel 1" is genummerd, is namelijk in een artikel 1 van de wet overgenomen. Voor de redactie van de inleidende volzin van de artikelen van het ontwerp dient met die speciale wijze van nummeren rekening te worden gehouden. De Raad van State stelt voor :

"Artikel 1.-

In artikel 1 van hoofdstuk I van de wet van 4 september 1908 op ..., wordt de volgende bepaling tussen het tweede en het derde lid ingevoegd ...

Artikel 2.-

Een artikel 1bis, luidend als volgt, wordt in hetzelfde hoofdstuk van dezelfde wet ingevoegd :

"Artikel 1bis. ....".

Artikel 3.-

... (zelfde formule) ...".

In artikel 3 geve men de paragrafen aan met het teken "§", niet met de afkorting "par.".

.../...

De inleidende volzin van artikel 4 leze men :

"Artikel 4.-

In de wet van 25 maart 1876 wordt een artikel 52bis ingevoegd, luidend als volgt :

"Artikel 52bis. ...".

Artikel 5 leze men als volgt :

"Artikel 5.-

Artikel 52, 11°, van de wet van 25 maart 1876 ..., gewijzigd bij artikel 2, 2°, van de wet van 4 september 1908, wordt opgeheven".

La chambre était composée de

Messieurs : J. SUETENS, premier président,

L. MOUREAU, conseillers d'Etat,
G. HOLOYE,

J. LIMPENS, assesseurs de la section de législation,
P. DE VISSCHER,

C. ROUSSEAUX, greffier adjoint, greffier.

La concordance entre la version française et la version néerlandaise a été vérifiée sous le contrôle de M.J. SUETENS.

Le rapport a été présenté par M.W.VAN ASSCHE, auditeur.

LE GREFFIER - DE GRIFFIER,

(s) C. ROUSSEAUX.

De kamer was samengesteld uit

De heren : eerste-voorzitter,

raadsheren van State,

bijzitters van de afdeling wetgeving,

adjunct-griffier, griffier.

De overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst werd nagezien onder toezicht van de H.J. SUETENS.

Het verslag werd uitgebracht door de H.W.VAN ASSCHE, auditeur.

LE PRESIDENT - DE VOORZITTER,

(s) J.SUETENS.